

# L'économie sociale joue un rôle grandissant

Les fonds ne suffisent plus pour répondre à la demande

Louise  
Bouchard

Loin d'être marginale, l'économie sociale est devenue au Québec une véritable composante intrinsèque de l'économie, qui compte des milliers d'emplois et qui est devenue essentielle dans certains secteurs, avec le retrait progressif de l'État.

Son rôle est cependant encore mal défini, selon sa principale artisan, Nancy Neamtan. « L'économie sociale ne doit plus être considérée comme un phénomène parallèle parce qu'elle fait partie d'une économie plurielle », signale d'entrée de jeu la présidente du Chantier de l'économie sociale.

L'économie sociale, c'est bien davantage que des entreprises d'insertion en milieu de travail. Composée de coopératives, d'organismes sans but lucratif et dotée d'un fonds d'investissement, elle se fait de plus en plus présente dans notre vie de tous les jours.

Présente dans plusieurs secteurs, l'économie sociale répond de plus en plus à des be-

soins précis. « Le secteur privé et l'État ne peuvent pas tout faire. Le réseau d'aide domestique, à titre d'exemple, répond à un besoin pressant résultant des pressions exercées dans le domaine de la santé », dit M<sup>me</sup> Neamtan.

## Une autre façon d'entreprendre

« Il y a autant de façons d'entreprendre qu'il y a de formes juridiques d'entreprises et l'économie sociale est composée d'entreprises qui tentent de revitaliser leur communauté et d'apporter une réponse à certains problèmes sociaux », dit M<sup>me</sup> Neamtan.

« Plus qu'une réponse à des besoins ponctuels ou locaux, l'économie sociale représente aussi des choix de société », soutient la présidente, qui rappelle que les garderies ont adopté une forme juridique qui permet aux parents de participer aux décisions de l'entreprise.

Les entreprises de l'économie sociale poursuivent un double objectif : la rentabilité sociale et la viabilité financière.



PHOTO : JEAN-LUC PARADIS, LES AFFAIRES

■ Nancy Neamtan : « Le secteur privé et l'État ne peuvent pas tout faire. Le réseau d'aide domestique répond à un besoin pressant résultant des pressions exercées dans le domaine de la santé. »

## Performance du Chantier de l'économie sociale

- 500 entreprises
- Création de 10 000 emplois, dont plus de 4 000 dans les Centres de la petite enfance
- 800 emplois consolidés
- 17 projets sectoriels

### Champs d'action

- Culture
- Services aux personnes
- Transformation des ressources naturelles
- Environnement
- Nouvelles technologies de l'information et des communications
- Hébergement et amélioration du cadre de vie urbain
- Insertion des exclus

### Prévisions (d'ici 2001)

- création de 22 000 emplois, dont plus de 10 500 dans les Centres de la petite enfance et 6 000 dans les services à domicile

Source : Chantier de l'économie sociale, données provisoires (enquête en cours).  
Tableau : LES AFFAIRES

re. « Elles ne visent pas de grands rendements ou l'inscription en Bourse, explique Nancy Neamtan, mais plutôt l'utilité pour la collectivité. »

La mise en place du Chantier de l'économie sociale répond à la demande exprimée par le gouvernement du Québec lors du Sommet sur l'économie et l'emploi, en 1996. Outre le Chantier, qui est chargé du développement de projets, deux outils ont été mis en place : le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) et le Comité sectoriel de main-d'oeuvre (CSMO).

## Les fonds manquent

Le RISQ est un fonds de capital de risque sans but lucratif qui soutient financièrement les entreprises d'économie sociale en phase de démarrage, de consolidation ou d'expansion. Il est composé de fonds provenant des grandes entreprises du secteur privé - dont Alcan, la Banque de Montréal et la Banque Nationale - et du gouvernement du Québec. Il est géré par un comité paritaire composé des

souscripteurs et des acteurs de l'économie sociale.

Le RISQ intervient par un investissement sous forme de prêt ou de garantie de prêt, ou sous forme d'avance de fonds pour étude de faisabilité d'un projet. Il s'agit d'une aide financière complémentaire qui vise à rendre les entreprises autonomes. « Le RISQ peut intervenir en consolidant la mise de fonds, par exemple, pour permettre aux autres bailleurs de fonds de jouer ensuite leur rôle traditionnel », explique la directrice du RISQ, Élise Tessier.

« Les entreprises commencent à rembourser leurs prêts, mais le RISQ a besoin de fonds supplémentaires pour atteindre la masse critique qui lui permettrait de répondre aux besoins grandissants, dit Nancy Neamtan, et les entreprises pionnières ont déjà fait leur part. »

Le Comité sectoriel, pour sa part, s'occupe de la formation des gestionnaires, de la reconnaissance des compétences et de l'identification des besoins et des qualifications des travailleurs. ■